

HMT Audit & Associés

1, Boulevard de Magenta
F-75010 PARIS

Tél. 33 (0) 1.42.39.17.90

E. : hmt@dsaf.com
www.dsaf.com

SIRET 434 251 492 000 14
NAF : 6920Z

{ Numéro TVA Intracommunautaire
FR 62 434 251 492

Société de Commissariat aux comptes inscrite à la compagnie régionale de Paris

ASSOCIATION SOLIDARITE ALIMENTAIRE FRANCE

ASSOCIATION LOI DE 1901

Siège social : 102 C Rue Amelot
75 801 PARIS

o0o

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

o0o

ASSOCIATION SOLIDARITE ALIMENTAIRE FRANCE

ASSOCIATION LOI DE 1901

Siège social : 102 C Rue Amelot

75 801 PARIS

o0o

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

o0o

A l'assemblée générale de l'association SOLIDARITE ALIMENTAIRE FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOLIDARITE ALIMENTAIRE FRANCE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'Opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

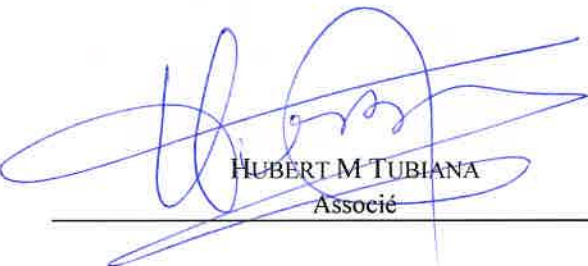
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 17 juin 2024

HMT AUDIT ET ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris



HUBERT M TUBIANA
Associé

Solidarités Alimentaire France

102 c Rue Amelot

75011 PARIS

Comptes Annuels

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	65 000	26 000	39 000	52 000	13 000	25.00
	Immobilisations incorporelles en cours	9 990		9 990		9 990	
	Avances et acomptes	5 100		5 100		5 100	
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	1 088 468	404 478	683 990	768 157	84 167	10.96
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières ⁽¹⁾						
	Participations et Créances rattachées	15		15	15		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	184 425		184 425	166 780	17 646	10.58
Total I		1 352 998	430 478	922 520	986 951	64 431	6.53
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	155 817		155 817	57 564	98 253	
	Créances ⁽²⁾						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 173 332	315 741	857 591	757 050	100 541	13.28
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	5 323 693	205 000	5 118 693	5 310 987	192 294	3.62
	Valeurs mobilières de placement	495 004		495 004	153	494 851	NS
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	5 302 823		5 302 823	3 134 438	2 168 385	69.18
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	397 268		397 268	69 159	328 109	474.42
	Total II	12 847 936	520 741	12 327 195	9 329 351	2 997 844	32.13
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		14 200 934	951 219	13 249 715	10 316 302	2 933 413	28.43

(1) Dont à moins d'un an.

(2) Dont à plus d'un an.

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	692 295	302 135	390 159	129.13
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	633 351	390 159	243 191	62.33
	Situation nette (sous total)	1 325 645	692 295	633 351	91.49
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	708 955	776 808	67 853	8.73
	Provisions réglementées				
	Total I	2 034 600	1 469 102	565 498	38.49
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	889 655	867 955	21 700	2.50
	Total II	889 655	867 955	21 700	2.50
PROVISIONS	Provisions pour risques	24 336	79 794	55 458	69.50
	Provisions pour charges				
	Total III	24 336	79 794	55 458	69.50
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	36 216	6 607	29 609	448.13
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 201 174	797 885	403 290	50.54
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	665 221	683 801	18 580	2.72
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	38 871	34 008	4 863	14.30
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	8 359 642	6 377 150	1 982 491	31.09
	Total IV	10 301 124	7 899 451	2 401 674	30.40
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	13 249 715	10 316 302	2 933 413	28.43

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

1 905 293

34 844

1 305 729

6 607

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	57 470	53 640	3 830	7.14
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	195 054	170 699	24 354	14.27
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	3 843 772	2 754 452	1 089 321	39.55
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	10 990 288	9 845 843	1 144 445	11.62
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public	65 146	114 845	49 699	43.27
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	1 156 338	1 173 574	17 236	1.47
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	335 942	263 616	72 326	27.44
Utilisations des fonds dédiés	867 955	1 043 142	175 187	16.79
Autres produits	247 878	185 934	61 943	33.31
Total I	17 759 842	15 605 745	2 154 097	13.80
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	3 340 519	2 476 327	864 192	34.90
Variation de stock	82 492	37 196	45 297	121.78
Autres achats et charges externes	2 884 062	2 605 054	279 008	10.71
Aides financières	4 405 613	4 225 404	180 208	4.26
Impôts, taxes et versements assimilés	224 786	241 332	16 546	6.86
Salaires et traitements	3 716 943	3 369 436	347 507	10.31
Charges sociales	1 067 327	991 675	75 652	7.63
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	214 366	150 807	63 559	42.15
Dotations aux provisions	406 834	395 516	11 318	2.86
Reports en fonds dédiés	889 655	783 137	106 519	13.60
Autres charges	56 108	16 331	39 777	243.56
Total II	17 123 721	15 217 823	1 905 898	12.52
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	636 121	387 922	248 199	63.98

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation	2		2	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 243	972	1 271	130.79
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	2 245	972	1 273	130.95
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	2 245	972	1 273	130.95
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	638 366	388 894	249 472	64.15
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital		2 950	2 950	100.00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V		2 950	2 950	100.00
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	5 015	1 393	3 622	259.97
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		291	291	100.00
Total VI	5 015	1 684	3 331	197.74
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	5 015	1 266	6 281	496.31
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	17 762 087	15 609 667	2 152 420	13.79
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	17 128 737	15 219 508	1 909 229	12.54
5. EXCEDENT OU DEFICIT	633 351	390 159	243 191	62.33

Solidarités Alimentaire France

102 c Rue Amelot

75011 PARIS

ANNEXE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

ALLIANCE GESTION

379 C Avenue Du President

Wilson -

93210 LA PLAINE ST DENIS

01 58 30 55 55

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 13 249 715.36 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 17 759 842.24 Euros et dégageant un excédent de 633 350.60 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association a pour but d'innover pour l'insertion durable autour d'une alimentation de qualité pour tous. Elle a pour objet de soutenir et d'accompagner les épiceries solidaires qui participent à la satisfaction des besoins essentiels de personnes en difficultés sociales et marquent une solidarité active qui préserve la dignité de la personne et permet l'affirmation d'une réelle citoyenneté.

Par ailleurs, l'association dispose de chantiers d'insertion situés sur les marchés de gros de Rungis, Perpignan, Lomme et Marseille. Ils ont pour vocation de collecter auprès des grossistes les fruits et légumes invendus, de les valoriser puis de livrer des épiceries solidaires adhérentes au réseau ANDES et à d'autres structures d'aide alimentaire. La valorisation de ces produits est réalisée par des salariés en parcours d'insertion après une période de chômage, qui sont suivis et soutenus dans leur démarche d'insertion professionnelle par les équipes ANDES.

L'association ANDES a poursuivi son développement en 2023, comme les années précédentes, dans un contexte d'inflation et de hausse des besoins sociaux. Ainsi, le réseau des épiceries solidaires a dépassé les 500 adhérents fin 2022 et approchait les 600 fin 2023, pour des volumes distribués (plus de 18000 tonnes) et des bénéficiaires (plus de 230 000) en forte hausse. Les chantiers d'insertion de l'association ont également poursuivi le développement de leur activité, dépassant pour la 1ère fois les 5000 tonnes de denrées distribuées. Le 5ème chantier d'insertion de l'association a été inauguré en 2023 - 1ère ouverture (sur deux prévues) réalisée dans le cadre du contrat à impact social « économie circulaire » dont ANDES est lauréat.

La hausse générale des prix a fortement fragilisé les épiceries solidaires, confrontées également à une baisse des dons de produits. Ces facteurs s'appliquent également aux chantiers d'insertion ANDES, qui ont toutefois réussi à maîtriser leur budget achats malgré ce contexte. Les pouvoirs publics ont su réagir en déployant le programme « Mieux Manger Pour Tous », dont ANDES est lauréat au niveau national et doté de 2,5M€ par an sur 3 ans.

En parallèle, la hausse du coût de l'énergie a eu un impact non négligeable sur les comptes de l'exercice 2023 (+303%).

L'association Solidarités Alimentaire France a consenti, en date du 29 mars 2023, à l'association Groupe SOS Transition Ecologique et Territoires une avance de trésorerie non rémunérée de 100 000 euros. Cette avance devant être remboursée au plus tard le 31/06/2023.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

L'association Solidarités Alimentaire France a consenti, en date du 26 mai 2023, à l'association Germinal une avance de trésorerie non rémunérée de 100 000euros. Cette avance devant être remboursée au plus tard le 31/12/2023.

L'association Solidarités Alimentaire France a consenti, en date du 6 avril 2023, à l'association Vignes d'Avenir une avance de trésorerie non rémunérée de 100 000euros. Cette avance devant être remboursée au plus tard le 31/12/2023.

L'association Solidarités Alimentaire France a consenti, en date du 22 avril 2023, à l'association Vignes d'Avenir une avance de trésorerie non rémunérée de 100 000 euros. Cette avance devant être remboursée au plus tard le 31/12/2023.

L'association Solidarités Alimentaire France a consenti, en date du 27 avril 2023, à l'association ADEPPA une avance de trésorerie non rémunérée de 80 000euros. Cette avance devant être remboursée au plus tard le 31/12/2025.

L'association Solidarités Alimentaire France a consenti, en date du 30 janvier 2023, à l'association Les Ailes de l'Océan une avance de trésorerie non rémunérée de 71 000euros. Cette avance devant être remboursée au plus tard le 31/12/2023.

L'association Solidarités Alimentaire France a consenti, en date du 26 mai 2023, à l'association Les Ailes de l'Océan une avance de trésorerie non rémunérée de 225 000 euros. Cette avance devant être remboursée au plus tard le 31/12/2023.

Conflit Ukraine Russie

Les perturbations économiques provoquées par le conflit Ukraine Russie n'ont eu aucun impact dans les comptes de la structure en 2023.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Conflit Ukraine Russie

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2024.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Néant

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	65 000		15 090
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	295 425		2 644
Installations générales agencements aménagements divers	320 629		92 514
Matériel de transport	276 524		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	78 690		22 042
TOTAL	971 269		117 199.30
Autres participations	15		
Prêts, autres immobilisations financières	166 780		17 646
TOTAL	166 795		17 645.56
TOTAL GENERAL	1 203 063		149 934.86

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			80 090	80 090.00
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			298 069	298 068.88
Installations générales agencements aménagements divers			413 142	413 142.19
Matériel de transport			276 524	276 524.34
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			100 732	100 732.43
TOTAL			1 088 468	1 088 467.84
Autres participations			15	15.00
Prêts, autres immobilisations financières			184 425	184 425.12
TOTAL			184 440	184 440.12
TOTAL GENERAL			1 352 998	1 352 997.96

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	13 000	13 000		26 000
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	53 549	50 630		104 179
Installations générales agencements aménagements divers	45 754	53 296		99 050
Matériel de transport	69 179	70 417		139 596
Matériel de bureau et informatique	34 630	27 023		61 653
TOTAL	203 112	201 365.96		404 478
TOTAL GENERAL	216 112	214 365.96		430 478

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	13 000.00				
Instal.techniques matériel outillage indus.	50 630.00				
Instal.générales agenc.aménag.divers	53 296.00				
Matériel de transport	70 417.00				
Matériel de bureau informatique	27 022.96				
TOTAL	201 365.96				
TOTAL GENERAL	214 365.96				

Tableau de variation des fonds propres - générosité du public
ANC 2018-06 : Art. 432-22

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION DU CONSUMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Report à nouveau	302 135	390 159				0-		692 295
Excédent ou déficit de l'exercice	390 159			243 191				633 351
Subventions d'investissement	776 808					67 853		708 955
TOTAL	1 469 102	390 159		243 191		67 852		2 034 600

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Doit <i>remboursé/entendu</i>		Montant global	Doit fonds <i>dédiés *</i>
Subventions d'exploitation	7 83 137	8 89 655	8 67 955			8 89 655	
CNES	7 83 137	8 89 655	8 67 955			8 89 655	
TOTAL	7 83 137	8 89 655	8 67 955			8 89 655	

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Affectation Résultats et retraitement	Montant fin d'exercice
litiges	54 063.00		54 063.00		
autres provisions pour risques et charges	25 731.49	54 952.72	56 347.96		24 336.25
TOTAL	79 794.49	54 952.72	110 410.96		24 336.25

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Affectation Résultats et retraitement	Montant fin d'exercice
sur comptes clients	244 960.16	643 152.23	572 371.42		315 740.97
autres provisions pour dépréciation	105 000.00	205 000.00	105 000.00		205 000.00
TOTAL	349 960.16	848 152.23	677 371.42		520 740.97
TOTAL GENERAL	429 754.65	903 104.95	787 782.38		545 077.22
Dont dotations et reprises d'exploitation		1296489.23	291 511.66		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	184 425	0	184 425
Clients douteux ou litigieux	8 907	8 907	
Autres créances clients	1 164 425	1 164 425	
Personnel et comptes rattachés	19 108	19 108	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	32 512	32 512	
Divers état et autres collectivités publiques	3 197 458	3 197 458	
Débiteurs divers	2 047 545	1 757 545	290 000
Charges constatées d'avance	397 268	397 268	
TOTAL	7 051 648	6 577 223	474 425

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	36 216	36 216		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 201 174	1 201 174		
Personnel et comptes rattachés	283 772	283 772		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	343 075	343 075		
Autres impôts taxes et assimilés	38 374	38 374		
Autres dettes	38 871	38 871		
Produits constatés d'avance	8 359 642	8 359 642		
TOTAL	10 301 124	10 301 124		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des produits et en cours

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	1 228
Autres créances	3 278 307
Total	3 279 535

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des produits à recevoir

	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	1 228
Subvention	3 197 458
Fournisseurs - RRR à obtenir	52 491
Produit à recevoir	2 099
IJSS à recevoir	26 259
Total	3 279 535

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 372
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	537 485
Dettes fiscales et sociales	395 523
Autres dettes	2 366
Total	936 746

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des charges à payer

	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 372
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	537 485
Dettes fiscales et sociales	395 523
Autres dettes	2 366
Total	936 746

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	397 268
Total	397 268
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	8 359 642
Total	8 359 642

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Location	29 121		
Maintenance	1 527		
Assurances	531		
Autres	6 089		
CCA Groupe	360 000		
Total	397 268		

Détail des produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Subventions	8 359 642		
Total	8 359 642		

Subventions d'équipement

Subvention d'investissement CIS ADEME 2022 reçue à hauteur de 60 806€

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Subventions en faveur de l'insertion par le travail	10 990 288
Subvention d'investissement	60 806
Total	11 051 094

Répartition par secteur géographique	Montant
Europe	109 067
Etat	9 646 595
Région	640 775
Département	523 584
Commune	131 073
Total	11 051 094

Effectif moyen

L'effectif moyen au 31/12/2023 est de 171

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 38 118 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 38 118 euros
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

Néant.

Engagements reçus

Avals cautions accordés	2 000 000
Total	2 000 000

En 2022, l'association Groupe SOS Solidarités s'est portée caution solidaire et indivisible de l'association Solidarité Alimentaire France au profit du Crédit Coopératif. Cette caution est relative à l'emprunt octroyé à Solidarité Alimentaire France.

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Le montant calculé au 31/12/23 est de 78 632 €

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Charges exceptionnelles		
- Pénalités et amendes	5 015	
Total	5 015	